

Politique et gouvernance comme catalyseurs de changement: possibilités et défis

Généralités

Les crises prolongées, qu'elles soient le résultat de l'activité humaine ou de catastrophes naturelles répétées, sont souvent caractérisées par une faible gouvernance, des capacités institutionnelles défaillantes et des niveaux de violence élevés. Ces conditions peuvent aggraver l'insécurité alimentaire et entravent les efforts mis en œuvre pour répondre à la crise, par des mesures techniques ou non politiques. Souvent, l'État ne dispose que de moyens limités pour combattre et endiguer les menaces qui pèsent sur la population, fournir un niveau suffisant de protection ou même absorber l'aide et la diriger de sorte à contrer les causes sous-jacentes de la crise.

Une gouvernance que l'on qualifie de « fragile » ou de « faible » peut renvoyer à une multitude de réalités. Dans les situations de crise prolongée, une faible gouvernance peut être le résultat de déficiences structurelles qui nuisent à la capacité des institutions publiques de combattre ou d'endiguer les menaces qui pèsent sur la population, mais peut aussi refléter un phénomène d'exclusion sociale et politique, un non-respect du principe de responsabilité ou une rupture du contrat social entre un État et ses citoyens¹. Dans ce type de contexte, l'insécurité règne souvent, la prestation de services est de piètre qualité et l'absence de justice ou de respect du principe de responsabilité peut permettre aux élites de faire main basse sur les ressources ou ouvrir la voie à d'autres formes de corruption. Pour combattre l'insécurité alimentaire en situation de crise prolongée, il est donc essentiel d'être extrêmement attentif aux caractéristiques propres à chaque situation et au niveau de défaillance de la gouvernance, de bien comprendre les incidences de ces facteurs sur les moyens d'existence et les systèmes alimentaires et d'adapter en conséquence les stratégies et les investissements en faveur de la sécurité alimentaire.

Questions clés concernant la gouvernance

Conflit violent et faible gouvernance

Un milliard et demi de personnes vivent dans des régions tourmentées par une gouvernance fragile, des conflits dévastateurs ou une violence généralisée². Le développement de ces régions est, au mieux, stagnant: un seul pays fragile à faible revenu ou en proie à un conflit a atteint un objectif du Millénaire pour le développement. Alors qu'auparavant, les conflits opposaient généralement des pays ou prenaient la forme d'une guerre civile, de nombreux pays ou parties de pays doivent aujourd'hui faire face à des cycles de violence récurrents, à une faible gouvernance et à l'instabilité. Trop souvent, les pays qui sortent d'un conflit voient les hostilités reprendre: 90 pour cent des guerres civiles de cette dernière décennie se sont produites dans des pays qui en avaient déjà connu une au cours des 30 dernières années. Même lorsque les pays sont parvenus à mettre fin à un conflit politique violent, ils connaissent couramment des niveaux élevés de criminalité violente, souvent marqués par des liens entre les conflits locaux et internationaux et le crime organisé. Les pays en situation de crise prolongée et les pays fragiles et en proie à des conflits ne sont pas nécessairement les mêmes, mais il existe d'importants chevauchements; par exemple, 19 des 22 pays figurant sur la liste des pays en situation de crise prolongée de *L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde 2010: Combattre l'insécurité alimentaire lors des crises prolongées* ont également été classés par la Banque mondiale comme étant en « situation de fragilité » en 2011³. De même, les caractéristiques des États fragiles - faibles capacités institutionnelles, faible gouvernance, manque de diversité commerciale, stock d'armes légères prêtes à l'emploi, instabilité politique, violence constante ou héritage d'une violence passée - coïncident dans une large mesure avec les caractéristiques des crises prolongées décrites dans *L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde 2010*.

L'insécurité alimentaire est souvent à la fois une cause et un effet des crises prolongées - une aggravation de l'insécurité alimentaire peut entraîner des troubles et, à terme, des conflits violents qui à leur tour viendront aggraver l'insécurité alimentaire. Les conflits violents entraînent la mort, la maladie et le déplacement de populations, détruisent le capital physique et social, causent des dégâts à l'environnement et découragent les investissements sociaux et économiques (Brinkman et Hendrix, document occasionnel du PAM). Ils perturbent les marchés et les autres activités économiques comme la production vivrière et détruisent les infrastructures, coupant l'accès aux disponibilités vivrières, souvent à des

¹ A Harmer et Macrae

² Banque mondiale. 2011. Rapport sur le développement dans le monde 2011: *Conflits, sécurité et développement*. Banque mondiale, Washington, États-Unis.

³ [http://siteresources.worldbank.org/EXTLICUS/Resources/511777-1269623894864/Fragile_Situations_List_FY11_\(Oct_19_2010\).pdf](http://siteresources.worldbank.org/EXTLICUS/Resources/511777-1269623894864/Fragile_Situations_List_FY11_(Oct_19_2010).pdf)

fins anti-insurrectionnelles. Au Soudan du Sud, par exemple, le conflit a contribué de manière directe et indirecte à accroître le niveau de la pauvreté, le taux de mortalité infantile et la prévalence des maladies potentiellement mortelles⁴. Bien que l'insécurité alimentaire ne soit pas souvent une cause directe de violence, elle agit fréquemment comme multiplicateur de risque lorsqu'elle est combinée à d'autres obstacles à la paix comme un grand nombre de jeunes chômeurs ou sous-employés, des niveaux élevés d'inégalité socioéconomique, une politique qui exacerbe les dissensions (essentiellement liées à l'ethnicité et à l'identité), une gestion peu scrupuleuse des ressources publiques, des conflits fonciers ou encore l'injustice⁵. Si ces conflits et tensions ne sont pas neufs, la dynamique et les dimensions des conflits violents ont changé du fait de la prolifération des armes légères, de l'importance des acteurs non étatiques (notamment les réseaux transnationaux de crime organisé), d'une gouvernance inefficace et des changements d'alliances dans les régions pastorales⁶. Il en résulte un cercle vicieux dans lequel la violence mène à - et est nourrie par - l'insécurité alimentaire.

Le simple fait de signer un traité de paix ne suffit pas toujours à améliorer la gouvernance. Il arrive par exemple que des gouvernements utilisent les ressources de développement, et notamment l'aide étrangère, à des fins de répression politique ou pour soutenir l'élite au pouvoir⁷. Au mieux, ce type de faible gouvernance sape la confiance du public envers l'État; au pire, elle attise le conflit, d'une part en créant ou en exacerbant des inégalités et d'autre part en portant atteinte aux normes sociales, au tissu social, et à l'efficacité et à la crédibilité des institutions nationales.

Mais qu'elle soit le fait d'un conflit persistant ou de défaillances plus générales de gouvernance, le résultat pour les populations vulnérables et en proie à l'insécurité alimentaire est souvent un manque de protection à tous les niveaux. Lors des crises prolongées, le respect du droit humanitaire international ou de la législation relative aux droits de l'homme peut être capricieux ou absent, l'état de droit est faible, et les possibilités de recours des personnes touchées par la crise aux institutions de justice formelle ou informelle sont très inégales.

Gouvernance environnementale et liens avec la vulnérabilité et la violence

De nombreux conflits ont pour origine une concurrence autour des ressources naturelles ou d'autres stress environnementaux. Si ceux-ci sont rarement la seule cause du conflit, on a constaté qu'ils contribuaient à toutes ses phases, du déclenchement à la perpétuation en passant par la mise en péril des perspectives de paix⁸. Dans certains cas, les conflits violents ont pour enjeu des ressources de grande valeur comme le bois, les diamants, l'or ou le pétrole; dans d'autres, la violence engendrée par la concurrence pour le contrôle de ressources rares comme les terres fertiles et l'eau est exacerbée par l'affaiblissement des systèmes institutionnels traditionnellement chargés de soutenir les moyens d'existence fondés sur l'agriculture. À leur tour, les conflits violents peuvent causer des dégâts à l'environnement et affaiblir plus encore les institutions et les mécanismes de gouvernance qui limitent habituellement la surexploitation des ressources naturelles et protègent la santé, les moyens d'existence et la sécurité des citoyens.

Même lorsque la stabilité politique règne ou a été réinstaurée, l'incapacité de limiter les risques ou les conséquences d'une exposition répétée aux événements naturels extrêmes qui perturbent les moyens d'existence et les systèmes alimentaires a un lien direct avec une faible gouvernance environnementale. Les mécanismes de gouvernance qui ne parviennent pas à intégrer la préparation aux catastrophes et l'adaptation au changement climatique dans les politiques et investissements nationaux ayant une incidence sur les systèmes alimentaires sont encore fragilisés lorsque de nouveaux événements ou chocs climatiques surviennent.

Gouvernance et aide internationale

En certaines occasions, les efforts visant à combattre l'insécurité alimentaire au moyen d'interventions humanitaires et de développement ont été eux-mêmes sources de conflits et de tensions, en produisant des effets de distorsion sur les marchés, en déprimant la production locale ou encore en exacerbant les inégalités. La tendance des organismes d'aide à recourir à des solutions techniques peut parfois donner lieu à des interventions qui ne tiennent pas compte d'importantes dimensions politiques et finissent par jouer en faveur de ceux qui utilisent leur pouvoir politique ou militaire

⁴ PNUD. 2012. Community Consultation Report: Warrap State, South Sudan. South Sudan Peace and Reconciliation Commission (mai 2012).

⁵ Cullen Hendrix et Henk-Jan Brinkman. 2012. *Food insecurity and conflict dynamics: causal linkages and complex feedbacks*. Document préparé en vue du Forum d'experts de haut niveau sur l'insécurité alimentaire pendant les crises prolongées, Rome (Italie), 13-14 septembre 2012.

⁶ Banque mondiale. 2011. Rapport sur le développement dans le monde 2011: *Conflits, sécurité et développement*. Banque mondiale, Washington, États-Unis. Timothy R. Frankenberger et Kimberly A. Deni. 2012. Can Food Assistance Promoting Food Security and Livelihood Programmes Contribute to Peace and Stability in Specific Countries? Document établi en vue du Forum d'experts de haut niveau sur l'insécurité alimentaire pendant les crises prolongées, Rome (Italie), 13-14 septembre 2012.

⁷ International Crisis Group (<http://www.crisisgroup.org/fr>), Human Rights Watch (<http://www.hrw.org/fr>), Amnesty International (www.amnesty.org.uk/).

⁸ PNUD. 2009. From Conflict to Peacebuilding. The Role of Natural Resources and the Environment. Nairobi, Programme des Nations Unies pour l'environnement. C.S. Hendrix et I. Salehyan. 2010. Climate Change, Rainfall Triggers, and Social Conflict in Africa. Document de travail, University of North Texas.

pour s'octroyer une part disproportionnée des ressources⁹. Dans certains cas, la fourniture d'aide alimentaire ou la participation à sa distribution ont été perçues comme favorisant certains groupes ou leur donnant un avantage politique. Parfois, les organismes humanitaires peuvent également être vus comme un substitut au gouvernement et aux institutions traditionnelles, assumant le rôle qui incombe à ces derniers en matière de prestation de services sociaux et de protection des citoyens, ce qui peut nuire aux efforts visant à renforcer les capacités locales et risque de créer une dépendance à l'aide.

S'il est vrai que les interventions d'urgence et l'action de développement ont dans certains cas fait la preuve de leur utilité pour enrayer la dynamique du conflit, les acteurs internationaux se sont parfois exagérément reposés sur l'aide comme moyen d'endiguer les hostilités, ne faisant alors que peu d'efforts pour trouver des solutions diplomatiques ou politiques. Les initiatives visant à mettre fin aux crises prolongées se concentrent en général sur les micro-interventions ou les interventions au niveau de la communauté, où des résultats à petite échelle sont plus faciles à atteindre et à vérifier. Ces initiatives reposent sur le principe selon lequel instaurer des moyens d'existence résilients peut être suffisant pour redresser un pays ou lui permettre de résister à des chocs futurs, sans s'attaquer aux causes profondes de la crise. Cette approche ne tient pas compte de la dynamique du pouvoir, des intérêts et des responsabilités des acteurs politiques au plus haut niveau dont l'engagement est indispensable pour lutter contre les problèmes de gouvernance sous-jacents¹⁰. De même, à défaut de reconnaître les mécanismes de gouvernance informels ou traditionnels efficaces et de les associer aux mécanismes formels, on risque de provoquer une marginalisation et de ne pas prendre en compte les besoins et les aspirations des populations qui continuent d'être gouvernées par ces systèmes. À quelques exceptions près, l'appui à la réinstallation des personnes déplacées dans leur propre pays et des réfugiés semble être distinct des initiatives de consolidation de la paix. En bref, on peut dire que l'action de secours et de développement agit « dans » les crises mais pas « sur » les crises. Une approche plus complète, qui intègre la consolidation de la paix dans les politiques humanitaires et de développement, est dès lors requise.

Promouvoir l'égalité des sexes pour améliorer la gouvernance

Les rôles et les responsabilités endossés par les femmes pendant les conflits sont souvent radicalement différents de ceux qu'elles assument en temps « normal ». Lorsque les hommes migrent vers les villes à la recherche de travail, sont enrôlés dans l'armée ou rejoignent d'autres factions belligérantes pour éviter un recrutement par les forces armées, les femmes deviennent le chef et souvent le seul gagne-pain du ménage. Dans de nombreux cas, toutefois, les structures institutionnelles et de gouvernance existantes ne permettent pas aux femmes d'accéder aux avoirs et aux ressources qui leur sont nécessaires pour assumer ce rôle de manière efficace. Il peut dès lors être nécessaire de lutter contre les inégalités entre les hommes et les femmes pour amortir l'impact des conflits sur la sécurité alimentaire. Dans de nombreux cas, il est également essentiel de promouvoir des modèles d'utilisation des ressources naturelles, des moyens d'existence et une production agricole plus durables et plus résilients. Les acteurs extérieurs intervenant dans les situations de crise prolongée doivent aborder la question de l'égalité des sexes lorsqu'ils évaluent l'environnement institutionnel et de gouvernance et mettre au point des interventions visant à favoriser l'autonomisation et la citoyenneté des femmes et, de manière plus générale, une plus grande égalité entre les sexes.

Défis à venir

Lors des crises prolongées, les défis en matière de gouvernance (liés entre autres à la prévalence de la violence) sont considérables et complexes. Les investissements en faveur de la sécurité alimentaire et nutritionnelle doivent être réalisés en tandem avec les initiatives nationales et internationales, comme le programme de consolidation de la paix et d'édification de l'État du Dialogue international¹¹. Le nouveau rôle prépondérant du groupe G7+ des États fragiles, et notamment des États qui se sont engagés à mettre en œuvre la Nouvelle donne pour l'engagement dans les États fragiles, fournit l'occasion d'apporter aux pays en période de transition après une crise prolongée un appui cohérent et durable, qui intègre les interconnexions entre les différentes dimensions des cinq objectifs de consolidation de la paix et d'édification de l'État¹² et la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans les programmes d'action élaborés par les pays.

Toutefois, *L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde 2010* et le *Rapport sur le développement dans le monde 2011* soulignent la nécessité d'un appui direct aux institutions, qu'elles soient formelles ou informelles, pour lutter contre les

⁹ David Keen. 2012. Aid and development in the context of conflict: some problems and pitfalls. Document établi en vue du Forum d'experts de haut niveau sur l'insécurité alimentaire pendant les crises prolongées, Rome (Italie), 13-14 septembre 2012.

¹⁰ Simon Levine et Sara Pavanello. 2012. *Rules of the range: Natural resources management in Kenya–Ethiopia border areas*. HPG Policy Brief 45. Londres, Overseas Development Institute.

¹¹ <http://www.oecd.org/international%20dialogue/>

¹² Politique légitime, sécurité, justice, fondements économiques et revenus et services.

crises prolongées. *L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde 2010* note qu'une gouvernance efficace est l'un des facteurs dont l'incidence sur la sécurité alimentaire est la plus forte. Selon le *Rapport sur le développement dans le monde 2011*, « il est crucial de renforcer la gouvernance et les institutions **légitimes** pour assurer la sécurité des citoyens, la justice et l'emploi et rompre ainsi l'enchaînement des cycles de violence ».

Accorder une plus grande importance à l'analyse du contexte et du conflit

L'action humanitaire et de développement tirerait profit d'une meilleure analyse du conflit et du contexte politique, qui permettrait de définir les causes profondes de la crise et de déterminer quels institutions et mécanismes de gouvernance sont en place et fonctionnent. Les institutions coutumières ou informelles, y compris celles qui sont chargées de la protection sociale, de la résolution des différends et de la justice, prennent souvent la relève des institutions nationales lorsque celles-ci sont défaillantes. Dans certains cas, elles peuvent avoir un potentiel suffisant pour jouer un rôle déterminant dans la lutte contre les crises prolongées; pourtant, elles sont souvent ignorées ou sous-estimées par les intervenants extérieurs. À l'inverse, ceux-ci peuvent préférer travailler avec les institutions de la société civile plutôt qu'avec les institutions formelles liées à l'État, ce qui affaiblit les autorités locales et encourage le développement de systèmes de gouvernance parallèles. S'ils veulent éviter ces écueils, les intervenants internationaux doivent mieux comprendre le pouvoir politique, les intérêts et le cadre de gouvernance d'un pays ou d'une région en proie à la crise afin de garantir que leur intervention ne nuise pas aux structures formelles et informelles existantes qui sont efficaces et responsables. Ces évaluations doivent s'effectuer à plusieurs niveaux, du ménage à la société dans son ensemble, et doivent également porter sur la répartition des rôles et les relations entre les hommes et les femmes.

Trouver un juste équilibre entre les objectifs et les principes humanitaires, de développement et de consolidation de la paix

Les interventions en faveur de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, et notamment les programmes de protection sociale et les activités de renforcement des capacités, doivent, le cas échéant, s'inscrire dans le cadre d'objectifs généraux de paix et d'édification de l'État ou de plans nationaux de transition au sortir de la crise. Dans la plupart des cas, il reste nécessaire, lorsqu'un pays ou une partie de pays sort de la crise, d'intervenir pour sauver des vies et préserver les moyens d'existence. Le principe selon lequel l'aide humanitaire et la protection doivent être assurées de manière impartiale, neutre et indépendante n'est pas toujours compatible avec les dimensions politiques, sociales et sécuritaires des objectifs de stabilisation ou de consolidation de la paix. En outre, l'espoir de nombreux acteurs de voir la crise prendre fin peut les pousser à se précipiter vers des initiatives de stabilisation ou de consolidation de la paix, parfois au détriment de besoins humanitaires toujours bien présents et sans tenir compte des menaces constantes qui pèsent sur la protection des populations vulnérables (Keen).

Redynamiser les institutions locales participatives et représentatives pour mieux intégrer la consolidation de la paix dans les interventions en faveur de la sécurité alimentaire

L'expérience acquise dans de nombreux pays montre que mettre en place des activités d'assistance à long terme dans le cadre d'institutions locales existantes ou redynamisées offre la meilleure chance de viabilité à long terme et d'amélioration réelle de la sécurité alimentaire, à condition que ces institutions soient représentatives, participatives et reconnues comme faisant autorité (ce qui signifie qu'elles sont efficaces) par les collectivités locales. Dans l'est de la République démocratique du Congo, par exemple, les « chambres de paix » étaient les seules entités responsables de la résolution des conflits fonciers, tandis qu'au Mozambique, les autorités coutumières étaient l'un des piliers du processus de réforme foncière. Il faut toutefois maintenir une vigilance constante pour garantir que les interventions ne favorisent pas - ou ne soient pas perçues comme favorisant - un groupe social ou politique en particulier, auquel cas elles pourraient exacerber les tensions et les conflits. De manière plus générale, les institutions locales et leurs gestionnaires doivent être considérés comme une composante de l'environnement de gouvernance dans lequel les interventions sont mises en œuvre. Ainsi, les organisations d'aide et de développement doivent travailler main dans la main avec ces institutions, en étant pleinement conscientes de la nature politique, et pas seulement technique, de cet engagement. Une approche participative, faisant intervenir la société civile et les communautés locales dans la conception, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation des interventions, est essentielle.

Ces efforts doivent être liés à des processus politiques plus larges visant à jeter les fondations de la paix, comme l'approche utilisée par le projet Mercy Corps « Renforcer les institutions pour la paix et le développement », en Éthiopie. Les objectifs sont ici les suivants: renforcer les capacités institutionnelles de manière efficace et durable et mettre en place des partenariats pour prévenir et combattre les tensions et promouvoir la paix; améliorer la compréhension et l'application d'approches de consolidation de la paix sensibles au contexte et du principe « ne pas nuire »; soutenir les initiatives qui favorisent les relations harmonieuses et la collaboration entre les différents États de la région; et réduire

les tensions en soutenant les initiatives qui permettent d'en éradiquer les causes profondes et de consolider la paix grâce à des interventions dans le domaine du développement et des moyens d'existence. Collaborer en vue de la gestion des ressources partagées fournit de nouvelles occasions de rétablir les moyens d'existence et de consolider la paix, tout en forçant les acteurs de l'aide humanitaire et du développement à affronter sans détour les problèmes qui, dans de nombreux cas, se cachent derrière les crises prolongées (par exemple les raisons pour lesquelles les ressources naturelles partagées ne sont pas gérées, dès le départ, en collaboration). Cependant, si les interventions à relativement petite échelle peuvent présenter certains avantages en améliorant les relations entre les communautés et en favorisant la mise en place des conditions nécessaires au rétablissement des moyens d'existence, il faut reconnaître qu'elles n'ont probablement pas le potentiel nécessaire pour mener à la résolution du conflit, à l'instauration de la paix et à la mise en place d'un environnement sûr et porteur à grande échelle. Nous devons ouvrir les yeux sur le fait que les investissements en faveur de la sécurité alimentaire et les autres solutions techniques ne peuvent, seuls, permettre d'éradiquer les causes sous-jacentes des crises prolongées, sans être soutenus par des institutions fortes, une volonté politique et la reconnaissance de l'interdépendance de ces investissements avec d'autres (par ex. sécurité, justice).

Les investissements dans les infrastructures publiques, en particulier les écoles et les routes, se sont également révélés particulièrement efficaces pour promouvoir la paix, ramener la stabilité et aider les pays et les régions à sortir des crises prolongées. Ils peuvent contribuer à la confiance du public et à la cohésion sociale et, dans le cas des routes, améliorer l'accès aux marchés s'ils sont combinés à des investissements en faveur d'autres services, de débouchés commerciaux, de l'agriculture et du capital humain (enseignants, policiers, agents de santé publique).

Les mécanismes de protection sociale comme les repas scolaires, les programmes de type travail-contre-rémunération ou vivres-contre-travail et les bons de réduction peuvent avoir des effets bénéfiques immédiats et à long terme, car ils soutiennent la prestation de services de base, stimulent les marchés grâce à l'achat de vivres destinés à l'aide alimentaire sur les marchés locaux ou à des programmes d'aide en espèces, et permettent de jeter des ponts entre l'aide humanitaire traditionnelle et l'aide au développement à plus long terme.

Ces approches ne vont pas sans difficultés. Cibler l'aide de manière précise (et même déterminer quels sont les meilleurs points d'entrée et types d'assistance) dépend de l'endroit et du contexte et exige une évaluation détaillée. Il s'agit là d'activités chronophages qui, inévitablement, retardent l'action sur le terrain, ce qui peut être politiquement inacceptable. En outre, les capacités locales de mise en œuvre des interventions sont probablement limitées, et même les organisations multilatérales et intergouvernementales et les organisations non gouvernementales peuvent éprouver des difficultés à recruter et à garder un personnel suffisamment qualifié pour une application efficace des programmes d'appui aux moyens d'existence.

Investissements à long terme

Il faut avant tout prendre conscience que même si ce processus est fructueux, il prendra du temps. L'amélioration de la gouvernance et la mise en place d'institutions durables est un processus à long terme. Le danger est que la durée des programmes visant à combattre les crises prolongées dépend parfois des budgets plutôt que de l'acquisition, par les autorités et institutions locales, de la capacité d'assumer la responsabilité de la préparation aux situations d'urgence et de l'organisation des secours.

Lectures conseillées

Brinkman H., Hendrix C. 2012 Food insecurity and conflict dynamics: causal linkages and complex feedbacks. Document proposé pour le Forum d'experts de haut niveau sur l'insécurité alimentaire pendant les crises prolongées.

Levine S. 2012, Livelihoods in protracted crises. Document proposé pour le Forum d'experts de haut niveau sur l'insécurité alimentaire pendant les crises prolongées.

Keen D. 2012 Aid and development in the context of conflict: some problems and pitfalls. Document proposé pour le Forum d'experts de haut niveau sur l'insécurité alimentaire pendant les crises prolongées.

Lautze S., Leaning, Raven-Roberts A., Kent R., Mazurana D. 2014, Assistance, protection, and governance networks in complex emergencies, *The Lancet*, Volume 364, Issue 9451, Pages 2134 - 2141.

Biong Deng L. Confronting civil war: the case of risk managing strategies in South Sudan in the 1990s, Luka, Kush Inc, Document proposé pour le Forum d'experts de haut niveau sur l'insécurité alimentaire pendant les crises prolongées.